



Pourquoi encourager les budgets participatifs ?

Au-delà des termes « *budget* » et « *participatif* » se cachent des enjeux centraux pour défendre une utilisation plus équilibrée des ressources publiques et un processus de décision ouvert à tous.

1) Les budgets participatifs ouvrent la 'boîte noire' des ressources publiques pour les remettre dans les mains des citoyens

Pourquoi les décisions concernant les finances publiques devraient-elles être prises par un petit nombre de personnes, sans passer par une construction collective ouverte à la diversité des points de vue et cherchant à répondre aux priorités amenées par chacun, qu'il soit citoyen, collectif, technicien ou élu ?

Aujourd'hui ces décisions se prennent généralement entre experts en la matière, puis amendées et validées par les élus. Malheureusement, comme beaucoup d'entre eux le reconnaissent, ils disposent rarement de l'ensemble des éléments pour faire des choix en pleine connaissance de cause.

Le budget participatif opte délibérément pour des décisions construites avec les citoyens sur l'utilisation des finances publiques. Le budget d'une collectivité (souvent sa part d'investissement) est mis en débat public ; chacun peut y amener des propositions pour son quartier ou pour un thème qu'il estime essentiel. Par étapes successives de priorisation, de comparaison des besoins... menées avec la diversité des participants, le processus construit une décision accessible à tous.

2) Les budgets participatifs réduisent les inégalités et encouragent l'inclusion

Parier sur la construction collective, c'est se donner les moyens que les budgets participatifs répondent à davantage d'attentes puisqu'ils sont largement débattus et élaborés à partir des différentes propositions.

Aujourd'hui, les budgets publics sont définis grâce à l'arbitrage d'élus et de leurs conseillers qui construisent leurs choix en fonction de nombreux critères et contraintes, rarement connus ou compris des citoyens. Il en résulte souvent au sein de la population une perception que certains sont avantagés par rapport à d'autres.

Dans les étapes d'élaboration du budget participatif, les différentes propositions issues des quartiers ou d'autres groupes sont mises sur la table (ou font l'objet de visites sous forme de « *caravane des quartiers* »), puis triées en fonction de critères définis collectivement. C'est le moment où sont repérées les demandes les plus urgentes, celles qui répondent à des besoins prioritaires.

A Porto Alegre, ville pionnière du budget participatif au Brésil, les quartiers de la périphérie ont ainsi pu « inverser » les priorités d'investissement de la ville en amenant davantage d'investissements dans les quartiers périphériques, jusqu'alors délaissés au profit du centre-ville ; cela a été possible grâce à la définition de critères qui privilégiaient, par exemple, les quartiers moins équipés.

Les démarches menées par le Relais Social et le CPAS de Charleroi ont parié sur les capacités des personnes en grande précarité et fragilité à développer des projets et décider de choix budgétaires, alors qu'aucun moyen ne leur était destiné auparavant.

A Belém, autre ville brésilienne, le conseil du budget participatif, responsable de la sélection des propositions, était notamment composé de personnes représentant des secteurs de la population généralement exclus des décisions (les femmes, les jeunes, la population indienne...).

Le budget participatif est éminemment politique puisque, partant de la confrontation entre les demandes amenées par les différents quartiers et groupes, il encourage une prise de conscience qui peut amener à relativiser ses propres demandes et force à construire des priorités reconnues par tous.

3) Les budgets participatifs développent et s'appuient sur les capacités citoyennes

Ici, le parti pris est délibéré : on est tous capables ! En se basant sur l'intelligence collective et le croisement des diversités, portés par les différents citoyens et pouvoirs publics, on peut construire ensemble une décision légitime.

Mettre en œuvre un budget participatif, c'est opter pour un processus d'apprentissage qui concerne tout le monde, car ça engage à transmettre comment fonctionne un budget, à partager la manière de faire des choix budgétaires, à intégrer une diversité de points de vue, ainsi que les différents aspects qui permettent de « faire cité », à trouver un juste équilibre entre les demandes qui naissent de situations particulières et celles d'intérêt général...

Dans toutes les villes et communes qui ont mis en place un budget participatif, les habitants soulignent toujours l'importance de pouvoir s'exprimer, d'être écoutés et pris en considération et de contribuer aux choix budgétaires.

Enfin, un aspect fondamental des budgets participatifs est leur adaptation dans le temps. Si les règles de fonctionnement sont définies par l'ensemble des participants, elles sont également revues et adaptées annuellement dans un règlement. Oser évaluer la manière dont se passe le budget participatif et l'adapter chaque année, c'est faire confiance aux capacités de tous les acteurs à construire ensemble et progressivement des politiques réellement publiques.

C'est pour ces principales raisons et à condition qu'il dépasse la dose homéopathique d'une enveloppe de quelques milliers d'euros pour concerner des montants significatifs, que nous défendons le budget participatif comme moyen pour les citoyens de prendre part au choix politiques pour leur commune ou région.

L'équipe Periferia

Décembre 2013